

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 04 FÉVRIER 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 04 février à 18 heures 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1^{er} de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Thierry MOUTON, 1^{er} Adjoint au Maire, suite à la convocation faite le 29 janvier 2025, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Etaient présents : M. MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme COLLIN, M. TINDILLIÈRE, Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT (à partir de 19h15), MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, M. TESTA, Mmes BAUMEL, GUILLY, COLSON (à partir de 18h05), MM. ROCH, BEAUJOIN, TRIOLET (à partir de 18h10), Mme MUNSTER, MM. EL GHALLOUSSI (à partir de 18h05), MIRGODIN.

Absents excusés : M. BOUQUET, Mmes LEPAGE, FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, MM. HMISSI, MAUPOIX, Mmes CHEMINI, GOLLÈS, M. ERRE.

Absent : M. DUCHÊNE.

10 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. BOUQUET donne pouvoir à M. MOUTON ;
- ✓ Mme LEPAGE donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à Mme COLLIN ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme VÉGA ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à Mme JACQUEMOT (à partir de 19h15) ;
- ✓ M. MAUPOIX donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme CHEMINI donne pouvoir à M. GONTHIER ;
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET (à partir de 18h10).

Secrétaire de séance : Monsieur Christian GONTHIER.

- N°10 -

AFFAIRES CULTURELLES

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER 2025

Rapporteur : Madame Anna RÉOLON

L'État, la Région GRAND-EST et la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS contribuent financièrement au programme d'activité de l'Établissement Public de Coopération Culturelle (E.P.C.C.) de VITRY-LE-FRANÇOIS, dénommé « **Bords2scènes** », qui repose sur une programmation culturelle diversifiée, prenant en compte les projets, missions et orientations artistiques de « *l'Espace Simone Signoret-arts de la scène* » et de « *l'Orange bleue-scène de musiques actuelles* ».

Initialement, les engagements respectifs des différentes parties avaient été précisés par une convention d'objectifs triennale, qui a couvert la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024.

Au regard des différents changements de direction de l'établissement intervenus depuis cette date, la nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs n'a pu être adoptée, en l'absence de projet artistique et culturel élaboré par le directeur de la structure.

Le nouveau directeur procède actuellement à l'élaboration de ce document, qui servira de base à la prochaine convention pluriannuelle d'objectifs.

Dans cette attente, et pour l'année budgétaire 2025, le soutien de la Ville doit donc être formalisé par une convention de partenariat financier, dont vous trouverez ci-joint le projet.

Il s'agit de permettre à « **Bords2scènes** » de poursuivre sa mission culturelle d'intérêt général sur notre territoire de VITRY-LE-FRANÇOIS.

Le montant de la contribution financière de la Ville sera arrêté dans le cadre du vote des subventions municipales allouées au titre de l'année 2025.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1431-1 à L 431-9 et R 1431-1 à R 1431-21,

Vu l'avis favorable du Bureau municipal,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

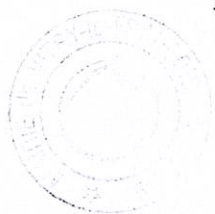
1°/ approuver le projet de convention de partenariat financier, à intervenir pour l'année 2025 entre la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS et l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (E.P.C.C.) de VITRY-LE-FRANÇOIS « **Bords2scènes** », dont un exemplaire est joint à la présente délibération ;

2°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention, ses éventuels avenants, et d'une manière générale, tout courrier ou document se rapportant à ce dossier ;

3°/ dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2025.

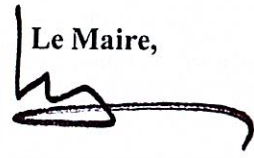
La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil Municipal.

Le secrétaire de séance,
Christian GONTHIER



POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Maire,



Jean-Pierre BOUQUET

Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 10 FEV. 2025
et de la publication le 11 FEV. 2025
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER ANNÉE 2025

La Ville de **VITRY-LE-FRANÇOIS**, sise place de l'Hôtel de Ville à VITRY-LE-FRANÇOIS, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, agissant au nom et pour le compte de la commune, en vertu de la délibération n° du Conseil Municipal en date du ,
ci-après dénommée «la Ville»,

d'une part,

Et

L'**Établissement Public de Coopération Culturelle (E.P.C.C.) de VITRY-LE-FRANÇOIS « Bords2 Scènes »**, dont le siège social est situé 4 rue Auguste Choisy – 51300 VITRY-LE-FRANÇOIS, représenté par M. Robin FRUHINSHOLZ, Directeur, ayant tout pouvoir à l'effet des présentes, en vertu de la délibération n° du Conseil d'Administration en date du,

N° SIRET : 791 930 852 000 29

N° de licences : Licence 1 : PLATESV-R-2022-013012 (Orange bleue) ; Licence 1 : PLATESV-R-2022-013662 (Espace Simone Signoret) ; Licence 2 : PLATESV-R-2022-012014 ; Licence 3 : PLATESV-R-2022-012016

et ci-après désigné «l'E.P.C.C.»

d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités de partenariat, notamment financier, entre la Ville et l'EPCC pour la réalisation du programme d'activité de l'EPCC, conforme à son objet statutaire et aux orientations définies par son Conseil d'Administration.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025 et ne peut faire l'objet d'aucun renouvellement tacite.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût du projet sur la durée de la convention est établi à 1.398.300,00 € conformément au budget primitif adopté par le Conseil d'Administration de l'E.P.C.C., par délibération n°08-2024, lors de sa séance du 28 novembre 2024.

3.2 La convention de partenariat financier prévoit que l'E.P.C.C. supporte :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
 - sont liés à l'objet du projet,
 - sont nécessaires à la réalisation du projet,
 - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion,
 - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet,
 - sont dépensés par le bénéficiaire,
 - sont identifiables et contrôlables ;

- et le cas échéant, les coûts indirects ou « frais de structure », toujours liés au projet.

3.3 Lors de la mise en œuvre du projet, l'E.P.C.C peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet, et qu'elle n'oblige pas à revoir à la hausse les engagements financiers de la Ville tels que fixés à l'article 4 de la présente convention.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

La contribution de la Ville prend la forme d'une subvention. La Ville n'en attend aucune contrepartie directe. Néanmoins, l'E.P.C.C. s'engage à respecter les modalités définies à l'article 5 de la présente convention.

Le montant de la contribution financière de la Ville fera l'objet d'une délibération spécifique dans le cadre du vote des subventions municipales allouées au titre de l'exercice budgétaire 2024.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

La Ville verse un acompte sur subvention à hauteur de 400.000,00 € selon la répartition suivante :

_ 180 600 € sous forme d'avance correspondant à 30 % de la subvention accordée pour l'exercice budgétaire précédent, sur demande expresse de l'E.P.C.C. et après signature de la présente convention par les deux parties ;

_ 219 400,00 € après le vote de la subvention par le Conseil municipale et après production par l'E.P.C.C. :

- du budget primitif 2025, accompagné de la délibération correspondante et du compte-rendu du Conseil d'Administration y afférant ;
 - du projet artistique et culturel de l'E.P.C.C. pour la saison 2025, accompagné de la délibération correspondante du Conseil d'Administration et du compte-rendu du Conseil d'Administration y afférant ;
 - du projet d'activités propres à l'exercice 2025 accompagné de la délibération correspondante et du compte-rendu du Conseil d'Administration y afférant ;
- Le solde de la subvention sera après production par l'E.P.C.C. :
 - du bilan d'activités propre à l'exercice 2025 accompagné de la délibération correspondante et du compte-rendu du Conseil d'Administration y afférant,
 - du compte de gestion 2025 accompagné de la délibération correspondante et du compte-rendu du Conseil d'Administration y afférant,
 - du compte administratif 2025 détaillé, accompagné du compte administratif normalisé avec la délibération correspondante et le compte-rendu du Conseil d'Administration y afférant,
 - de la décision d'affectation du résultat constaté de l'exercice 2020 accompagnée de la délibération correspondante et du compte-rendu du Conseil d'Administration y afférant.

En outre, l'EPCC s'engage à transmettre, dès leur adoption, les délibérations approuvant les comptes-rendus des conseils d'administration fournis à l'appui des demandes de versement de subvention.

Le versement sera effectué au compte ouvert au nom de :

Titulaire du compte :	Trésorerie de VITRY-LE-FRANÇOIS
N° SIRET :	791 930 852 000 29
N° Identifiant Chorus :	2100 112 758
Établissement bancaire :	Banque de France
IBAN :	FR74 3000 1002 77D5 1800 0000 082
BIC :	BDFEFRPPCCT

Le comptable assignataire est le Directeur départemental des finances publiques de la Marne.

ARTICLE 6 – CONTRÔLE DES FONDS PUBLICS

L'E.P.C.C. s'engage à justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tient sa comptabilité à la disposition de la Ville, qui, pendant et au terme de la présente convention, se réserve la possibilité de la contrôler sur pièces et sur place. L'E.P.C.C. s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile par la Ville pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'E.P.C.C. et du respect de ses engagements vis-à-vis d'elle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

Pour la subvention de fonctionnement, la Ville contrôle annuellement, et à l'issue de la convention, que sa contribution financière n'excède pas les coûts de la mise en œuvre du projet, fixés à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 7 – GESTION

L'E.P.C.C. veille, pour l'année de conventionnement à équilibrer son budget et cherche à développer ses ressources propres par le biais de financements publics, privés (bourses, fonds de soutien, mécénat, ...) ou le développement de son activité.

ARTICLE 8 – ENGAGEMENTS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

L'E.P.C.C. informe sans délai la Ville de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'E.P.C.C. en informe la Ville sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'E.P.C.C. s'engage à faire figurer le logo type de la Ville et la mention écrite suivante : « *avec le soutien de la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS* » sur tous les supports et documents produits dans le cadre de sa programmation annuelle (dossier de presse, programme, affiche, carton d'invitation, etc.). Le service communication de la Ville pourra aussi proposer en cours d'année une autre mention écrite si un besoin était identifié.

L'E.P.C.C. déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission Européenne.

ARTICLE 9 – AVENANTS

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville et l'E.P.C.C.

Les avenants éventuels feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 10 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 11 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

Fait à VITRY-LE-FRANÇOIS, le :
(en deux exemplaires)

Pour l'E.P.C.C. « Bords2Scènes »,
Le Directeur,

Pour la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS,
Le Maire,

Robin FRUHINSHOLZ

Jean-Pierre BOUQUET